

La tyrannie de la faiblesse

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 17 août 2018

La vigilance démocratique a dressé dans notre France républicaine quelques veilleurs disciplinés à sonner l'alerte devant tout risque de retour à la tyrannie et à la dictature. Mais nos sociétés occidentales qui ont poussé à un degré rare l'éradication de l'expression publique de la violence ne doivent pas sous-estimer une tyrannie plus sournoise que celle de la violence, la tyrannie de la faiblesse.

Peut-on afin d'accorder une meilleure place dans la société au plus grand nombre d'individus, renoncer à l'idée de grandeur, jusque là confisquée par une poignée d'hommes aristocratiques, sans sacrifier du même coup toute ambition élevée, toute exigence de dépassement dans la société ? L'horizon de l'égalité sociale n'est-il que la médiocrité ?

On doit à Tocqueville d'avoir « inventé » le totalitarisme à la manière douce. Une tyrannie ne fait pas nécessairement couler le sang, mais elle peut vider les hommes de leur sève. Une telle lucidité, si tôt dans le XIXème siècle, fait froid dans le dos.

Le terrible défi que pose ce totalitarisme sournois est celui de la vraie vigilance à l'encontre d'une réalité fuyante et insaisissable. Or, nous avons intériorisé aujourd'hui jusqu'à l'excès le modèle politique de la tyrannie par la force, dont l'exemple le plus criant et le plus couramment convoqué est le régime nazi. Ses principales caractéristiques, clairement identifiables, sont rappelées sans cesse dans les manuels scolaires comme dans le discours médiatique : culte de la personnalité, censure, exécution des opposants, système concentrationnaire. Si bien que les esprits contemporains n'arrivent plus à concevoir un modèle d'oppression politique qui ne se traduise pas par ces signes distinctifs.

Aussi longtemps que le citoyen français ne verra pas d'uniforme vert-de-gris dans la rue, il aura le sentiment d'être libre. Qu'un gendarme stationne un peu trop longtemps sous sa fenêtre, et surgira devant ses yeux terrifiés le spectre sanglant du régime de l'Oppresseur, devenu l'archétype du mal politique, « aux heures les plus sombres de notre Histoire ».

Ce n'est pas dans les moyens employés mais dans les effets sur la société qu'il faut chercher un parallèle entre l'accomplissement perversi de la logique des sociétés démocratiques et une société soumise au joug d'un système de type nazi ou communiste, à la manière forte.

L'oppression la plus forte se manifeste au niveau des petites choses du quotidien civique et matériel de l'immense majorité des citoyens : inutile donc de se lancer dans une vibrante dénonciation des travers du pouvoir en place, qui n'intéresse souvent que la minorité de ceux appelés à diriger le pays ou à s'intéresser aux choses de pouvoir. Il est plus dangereux d'asservir un peuple par les petites choses que par les grandes. Et notre erreur est de croire que chaque Allemand de l'Allemagne sous Hitler était confronté à la gigantesque machine répressive et concentrationnaire nazie que nous nous représentons avec les images d'Auschwitz. Mais ce n'était pas ainsi que se vivait le quotidien totalitaire pour la majorité de la population, mais bien plutôt dans l'uniformité des programmes culturels ou les tracasseries administratives, enchaînant les hommes plus sûrement que les options de politique étrangère. Vérité profonde que l'on n'a aucun mal à transposer dans notre société contemporaine. La manipulation d'une élection ne serait certainement pas aussi efficace que l'entretien de quelques idées toutes faites ressassées d'émissions en émissions, d'articles en articles. La perversion de la pratique politique devient finalement accessoire au regard des milles et une contraintes que recèle le quotidien de la santé, de l'école, de l'administration, du cinéma ou du sport. C'est pour toutes ces raisons que la vigilance à l'encontre des signes d'oppression clairement identifiables ne nous prémunit en

aucun cas contre d'autres formes d'aliénation, contre lesquels notre pouvoir de résistance n'est en rien supérieur à celui du citoyen de l'Etat nazi ou soviétique.

Chaque mois nous apporte un nouvel exemple d'un domaine du quotidien ou de l'intime sur lequel l'Etat a jeté son dévolu pour le régimenter. De la quantité d'alcool avalé (au gramme près : 0,5) à la couleur des phares des voitures (blancs), en passant par la température des maisons (19°) et la hauteur des haies de jardin (deux mètres), le citoyen apprend qu'il existe pour tout et partout des règles auxquelles il doit se conformer et qui lui ôte le souci de la décision à prendre et de la responsabilité à assumer. La société ayant évacué l'idée de morale comme de droit naturel, les citoyens ainsi formés n'ont plus les moyens de se forger la conscience nette de ce qu'il ne revient pas à l'Etat de vivre à leur place, et sont donc tout disposés à lui abandonner toujours plus de prérogatives. Empire dérisoire que celui d'une liberté sans objet. Que pèse au regard de ces liens serrés qui touchent parfois à l'intimité la plus profonde de la personne l'illusion du bulletin de vote glissé dans l'urne à intervalles plus ou moins long ?

L'engagement politique dans ce monde devient un enjeu de survie spirituelle : rester suffisamment fort et indépendant pour ne pas oublier de vivre.

Nous invitons les âmes fortes au sursaut dans l'endormissement ; leur mission est de rappeler que la politique doit avant tout être l'art de permettre aux hommes de grandir librement. Alors seulement ils feront de grandes choses, avec cette intime conviction qu'un bon gouvernement ne jaillira jamais d'un peuple d'esclaves.

Constance Prazel